



**Corporation des gestionnaires
de phares de l'estuaire
et du golfe Saint-Laurent**

Rimouski, le 29 janvier 2010

L'honorable Gail Shea

Chambre des communes

Ministre des Pêches et des Océans

Édifices du Parlement, rue Wellington

Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Madame la ministre,

La corporation des gestionnaires de phares de l'Estuaire et du Golfe du Saint-Laurent a pour mission de protéger et de mettre en valeur les phares du Québec. Pour ce faire la corporation crée des liens entre les différents gestionnaires ce qui permet l'échange d'informations et d'expertises.

Plusieurs phares ont été pris en main par des corporations privées ou par des municipalités et avec des miracles d'ingéniosité et de débrouillardise ces organisations ont réussi, bien souvent avec difficultés, à les maintenir dans un relatif bon état.

Par contre, plusieurs sont toujours considérés comme des aides à la navigation et sont dépendants de Pêches et Océans Canada. Souvent des ententes sont conclues entre les différents gestionnaires et le MPO et à l'occasion ce dernier apporte un soutien minimum à l'entretien du phare, mais l'entretien des dépendances (maisons, hangars) est généralement effectué par les corporations.

Il existe cependant une classe de phares que l'on qualifie d'orphelins. Ce sont ceux situés sur des îles difficiles d'accès, ce qui a facilité, au cours des décennies, leur abandon total. Tous n'ont pas eu la chance d'avoir un conservateur comme la Société Duvetnor qui a restauré le phare du Pot à l'Eau-de-Vie en face à Rivière-du-Loup, ou encore les Amis du Port-Joli pour le phare du Pilier de Pierre en face à St-Jean-Port-Joli.

Un des phares emblématique du Saint-Laurent est cependant laissé à l'abandon depuis de nombreuses années et pourtant il est toujours en service actif. Il s'agit du phare de l'Île Rouge. Ce phare, érigé en 1848 avec de la pierre importée d'Écosse, est unique de par son architecture et des origines de la pierre de sa maçonnerie. Pourtant, il peut s'effondrer à tout moment. Il est donc urgent que des travaux de stabilisation et de restauration soient effectués pour que le phare demeure debout pour toujours.

On apportera comme argument que le site est difficilement accessible et que peu de gens s'y rendent. Par contre, des milliers de gens l'admirent chaque année. Notons les centaines de milliers de croisiéristes des grands paquebots venant au Québec, des excursionnistes aux baleines, des équipages des navires étrangers, des plaisanciers, etc.

Alors qu'en Europe et sur la Côte Est Américaine ont entretien les phares, ici on les laisse à l'abandon. Quelle image les divers paliers de gouvernement envoient-ils aux étrangers quant à la préservation du patrimoine maritime?

On protège le patrimoine religieux, les édifices historiques, les gares ferroviaires et même les oiseaux qui vivent sur les îles ou sont situés les phares. Une loi du Ministère de la Culture du Québec protège même les épaves de plus de cent ans qui souvent on fait naufrage à cause de l'absence de phare à l'époque.

N'oublions pas que tout à commencé par la navigation sur le fleuve Saint-Laurent. Ceux qui ont développé ce pays sont venus par bateaux et les phares ont été érigés pour assurer leur sécurité. Depuis l'avènement des moyens modernes (radar, GPS etc.) et la mise à la retraite des gardiens, plusieurs phares ont carrément disparus à cause d'un manque d'entretien du propriétaire. Que restera-t-il de notre patrimoine maritime d'ici vingt ans si rien n'est fait ?

Il y a bien la loi S215 adoptée par le parlement en 2008 pour la protection des phares patrimoniaux. Elle prend effet en 2010, mais ses modalités d'application sont encore bien mal connues. Le temps presse et le phare de l'Île Rouge ne peu plus attendre.

La corporation aimerait bien connaître les intentions du gouvernement au sujet de la conservation des phares du Saint-Laurent et surtout pour celui de l'Île Rouge.

Au cours des années, des études ont été effectuées sur l'état des phares du Saint-Laurent, entre autre par Pêches et Océans et sous la coordination du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, mais pour des raisons dont nous n'avons pu avoir de détails, ces études ont été abandonnées.

Le temps presse et les éléments climatiques font leurs œuvres. Peut-être serait-on rendu aux actions concrètes. Quelles sont les intentions de nos dirigeants ?

Nous sollicitons donc une rencontre avec vous, Madame la ministre, afin de discuter de cette grande problématique des phares du Québec et surtout de la sauvegarde du phare de l'Île Rouge.

En espérant de vos nouvelles bientôt. Veuillez agréer, Madame la ministre, mes salutations sincères.

Peter Noreau
Président